

Pourquoi Trump et les Républicains restent si solides



Vu de l'étranger, où Donald Trump est le président américain le plus détesté de tous les temps, il peut paraître étonnant que chez lui sa cote d'approbation se maintienne solidement autour des 42% (soit sensiblement la même cote de popularité que Barack Obama au même moment du mandat), et proprement incompréhensible que les Républicains n'aient pu subir le raz de marée prévu par les analystes américains.

Avec William Thay

Avec Florian Gerard-Mercier

Le contrôle de la chambre des représentants par les Démocrates va certainement finir par être un cadeau empoisonné, si ses dirigeants ne se servent pas de cette petite victoire pour opérer un changement de leur logiciel politique. Même si les Républicains ont perdu le contrôle de la chambre des représentants, ils ont élargi leur majorité au Sénat, et ont remporté les deux États stratégiques de l'Ohio et de la Floride avec des Gouverneurs Républicains. Il s'agit ainsi d'une victoire capitale pour Donald Trump, qui renforce ses positions avec des élus beaucoup plus proches de ses positions que ne l'étaient la précédente majorité Républicaine.

En effet, depuis 1958, seuls deux présidents américains ont enregistré des gains aux élections de mi-mandat, de 5 sièges à la chambre des représentants pour le Président Bill Clinton en 1998 (période de prospérité significative d'une surchauffe de l'économie précédant l'éclatement de la bulle internet) et 8 sièges à la chambre des représentants et 2 au Sénat pour le Président Georges W. Bush en 2002 soit après le 11 septembre 2001. Ainsi les mid-terms sont traditionnellement un défouloir pour les électeurs battus à la dernière élection présidentielle qui ont une mobilisation en général bien supérieure au camp adverse. À titre d'illustration, le Président Obama à deux ans après son élection avait perdu 63 sièges à la chambre des représentants et 6 sièges au Sénat. Soit beaucoup plus que l'élection du mardi 6 novembre pour le Président Trump.

Les raisons derrière ce résultat se trouvent d'abord dans la robustesse à toute épreuve de Donald Trump et des Républicains (notamment leur capacité à ne pas capituler face aux médias, à l'opinion, et même face aux faits) mais aussi et surtout dans la faiblesse des Démocrates. Sans personnalité à la fois forte, novatrice et rassembleuse (Bernie Sanders ne parle qu'à une frange très à gauche), sans boussole idéologique (nous y reviendrons) et avec pour seule stratégie la capitalisation sur le rejet de Donald Trump, la situation des Démocrates est très précaire. Cette situation est non sans rappeler celle de la gauche en France, et est lourde d'enseignements pour nos politiques.

La présidence de Donald Trump est hors-norme, on ne cherchera pas ici à le redémontrer. Le niveau de polarisation pour ou contre sa personnalité et sa politique (indissociables en réalité) a atteint des sommets historiques, et a été savamment entretenu par l'intéressé. Face à cela, et en l'absence de créneau porteur sur l'économie (la croissance américaine est au plus fort depuis 2005, et le chômage est à 3.7%, le plus bas depuis 1969...), les Démocrates se sont repliés sur la « politique de l'identité » : poursuivant le mouvement entamé par Barack Obama avec sa coalition victorieuse constituée des femmes, des minorités ethniques et des américains éduqués,

ils se sont focalisés sur les droits des femmes à l'ère de #metoo (d'ailleurs, un nombre record de femmes ont été candidates à ces élections), mais aussi LGBTQI++, et ont systématiquement tourné en dérision l'opposition de Donald Trump à l'immigration illégale. Cette même stratégie s'est illustrée en France par le rapport de Terra Nova « quelle majorité électorale pour 2012 », alors que la gauche est traditionnellement ancrée dans les bastions d'employés et d'ouvriers en terme de catégories sociaux-professionnelles. Ce rapport suggère plutôt d'abandonner ces catégories populaires jugées trop conservatrices afin de viser des électorats « féminins, jeunes et d'origines immigrées », les nouveaux prolétaires pour lequel la gauche souhaite mener une révolution.

Cette mue en faveur d'une vision communautarisée de la société a dû s'accompagner dans le même temps d'une mue en faveur d'un certain libéralisme économique pour coller aux attentes de ce nouvel électorat. C'est la « troisième voie » de Tony Blair et Bill Clinton théorisée par Dick Morris avec la triangulation, et le « social-libéralisme » d'Emmanuel Macron. La suite, on la connaît : la conversion de ces trois personnalités au système économique en place depuis les années 80 et la « révolution libérale » menée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher leur a parfaitement réussi et leur a permis à tous d'arriver au pouvoir.

Ainsi, depuis les deux chocs pétroliers et cette « révolution libérale » ayant résulté en l'économie mondialisée qu'on connaît aujourd'hui, ce sont les partis conservateurs qui mènent les changements politiques majeurs. De ce fait, Donald Trump, contrairement à ce que prétendent une grande partie des analystes américains, n'est pas un épiphénomène, mais bien un changement majeur (et durable) dans le logiciel politique des États-Unis. En effet, depuis l'élection de Bill Clinton en 1992, 18 États formant ce qui est appelé le « mur bleu », c'est à dire un nombre d'États totalisant 242 votes sur les 270 requis pour se faire élire Président, ont toujours voté pour le candidat démocrate. Cependant, Donald Trump a gagné l'élection de 2016 en remportant le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin (faisant partie du mur bleu). Comme Ronald Reagan dans les années 1980 qui avait réussi à attirer vers lui ce qu'on a appelé ensuite les « Reagan démocrates », c'est à dire des électeurs votant habituellement démocrates qui se sont tournés vers le candidat conservateur, Donald Trump n'aurait pu conquérir ces « États bleus », sans l'appui d'un électorat ouvrier, rural et blanc de ces États.

Ce mouvement s'est encore amplifié lors de ces élections : les Démocrates n'ont fait qu'essayer de capitaliser sur le rejet de Donald Trump, et ont fait campagne tant sur le thème de la protection des minorités ethniques et sexuelles, et des femmes, que sur la protection des institutions face à une tendance autoritaire de Donald Trump et des Républicains. Face à cela, la campagne a été dominée par la question de l'immigration, et notamment la fameuse « caravane » de migrants d'Amérique centrale et traversant à pied le Mexique en direction des États-Unis. Face à cette « caravane », Donald Trump a fait œuvre de toute la surenchère rhétorique et législative à sa disposition. Il a donné l'ordre de déployer des milliers de troupes de l'armée américaine en renfort des gardes-frontières, tout en les autorisant à « faire feu » en riposte. Face à cela, les Démocrates ont riposté par l'angélisme, en dénigrant systématiquement ceux qui étaient opposés à l'accueil de cette caravane, et (à l'instar de Barack Obama) en insistant sur le fait que des « familles pauvres », « désœuvrées », « fuyant la violence » et se situant à « des milliers de kilomètres » ne pouvaient certainement pas « être la plus grande menace pesant sur le pays » comme l'explique Donald Trump. Force est de constater que les Démocrates se sont fourvoyés. L'idéologie de l'accueil sans condition est révolue aux États-Unis, et comme sur l'économie dans les années 80, ils vont devoir faire leur mue sur ce point.

La gauche a des voies pour se sortir de l'ornière dans laquelle ils se trouvent, cependant. D'une part, ils peuvent et auraient tout intérêt à se convertir au réalisme en matière migratoire. Les travaillistes australiens sont la seule gauche à avoir déjà opéré complètement cette mue, mais cela démontre que cette transformation est possible. Dans le cas d'Emmanuel Macron, il a quand même un peu durci la position française (à défaut de la rhétorique) depuis François Hollande sur la question migratoire ; et on commence aussi à observer des frémissements en ce sens chez LFI (dans un remake de la mue de Georges Marchais sur le sujet) et à Die Linke en Allemagne. D'autre part, ils doivent renouer avec leur base électorale historique et ne pas chercher simplement à s'appuyer sur le vote des minorités : des minorités disparates ne feront jamais un projet de société viable dans une nation constituée. Les Démocrates n'ont que timidement entamé ce travail en faisant campagne aussi sur la protection de ce qui reste de l'Obamacare, le programme d'assurance maladie qui permet de couvrir des millions d'américains. Cette question de l'assurance maladie est, aux États-Unis, un exemple de sujet parfaitement transpartisan et extrêmement populaire (90% des américains sont pour que les personnes souffrant de « conditions médicales préexistantes » ne puissent pas se voir refuser la couverture maladie) sur lesquels les Démocrates peuvent continuer de capitaliser face aux Républicains.

Les faibles résultats des Démocrates montrent que cela ne suffira pas à retourner au pouvoir face à la révolution menée par Donald Trump, à moins d'opérer encore une nouvelle mutation en trouvant à la fois un logiciel économique permettant une certaine efficacité mais également une protection face aux menaces extérieures (protectionnisme), et les moyens de lutter contre les inégalités au plan interne afin de se réconcilier avec l'électorat populaire. À ce sujet, les démocrates doivent s'encombrer de l'embarrassant bilan de Barack Obama sur la régulation financière où il a manqué à la fois une grande promesse électorale de 2008 mais aussi un momentum historique après la crise financière de 2008. À titre de comparaison, le plan d'ensemble imaginé par Franklin Delano Roosevelt, avait permis d'enrayer en partie la crise de 1929, mais aussi de prévenir des risques systémiques de la part des établissements bancaires avec notamment la mise en place du Glass-Steagall Act en 1933.

En Europe, il en ira de même : une gauche recroquevillée sur ce nouvel « électorat Terra-Nova » pourra subsister, mais, n'ayant pas compris les enjeux du XXIème siècle et n'y apportant aucune réponse, elle ne pourra plus jamais prétendre à une victoire au niveau national, comme les situations actuelles du PS et de Générations en France, ou du SPD en Allemagne, le démontrent. Cependant, il est rare que des politiques du camp dit « de gouvernement » acceptent longtemps de ne pas accéder au pouvoir, et on peut donc s'attendre à des mutations majeures dans le logiciel idéologique de gauche (mais aussi de droite, avec une certaine distanciation avec un libéralisme sans conditions) dans les années à venir.